

la question des villes mono-industrielles. Quelqu'un doit étudier sérieusement ces problèmes bientôt, et dans une perspective de planification.

Nous nous inquiétons à l'heure actuelle de voir nos ressources de pétrole s'amenuiser et nous cherchons des substituts. Certaines de nos villes sont bâties sur certaines de ces ressources en voie d'épuisement. La région de Sudbury, l'île du Cap-Breton et d'autres localités ont été en général développées grâce à la mise en valeur de ressources non renouvelables. Nous n'allons sûrement pas nous reposer maintenant en comptant sur le marché de la libre entreprise pour s'occuper de ce problème. Je suis prêt à écouter le Président du Conseil du Trésor quand il prêche sa doctrine de la libre entreprise, mais il est absurde de dire que cela fonctionnera toujours, ou encore toujours mieux que pour les sociétés de la Couronne.

Les marchés par eux-mêmes ne régleront pas ces questions s'ils sont abandonnés à la doctrine du laisser faire, ou même si le gouvernement accorde des allocations pour l'épuisement des ressources, pour une dépréciation spéciale, ou s'il réduit les impôts. Il n'est pas bon de dire comme l'a fait Walter Gordon, l'ancien ministre des Finances libéral—d'ailleurs je ne sais pas s'il l'a vraiment dit, mais on le lui a reproché—que si nous ne pouvons pas aider les Maritimes, elles devraient «sacrer leur camp».

**M. Dionne (Northumberland-Miramichi):** Surveillez votre langage.

**M. Hogan:** Je ne veux pas être malhonnête. C'est peut-être une version populaire de ce qu'il a dit. C'est une absurdité totale de toute manière. En d'autres mots, qu'allons-nous en faire maintenant? Quand j'allais à l'école secondaire et au collège en Nouvelle-Écosse, on nous disait que nous pouvions tous aller en Ontario. Malheureusement, il n'est plus très facile de trouver du travail en Ontario. Maintenant, tout le monde dit que nous pouvons aller en Alberta. Naturellement, si tout le monde va en Alberta, il faudra surtout des ingénieurs, des scientifiques, des techniciens, et le reste. Mais que feront ceux qui ont construit notre pays, les ouvriers des aciéries, les mineurs, les pêcheurs et ainsi de suite? Nous retrouverons-nous avec une conglomération de quatre ou cinq grandes villes? Disons-nous: Voilà le Canada; regardez comme nous sommes différents des États-Unis? Personne ne s'intéressera à nos propres régions.

Je comprends qu'il n'y ait pas de réponse simple. Ces questions exigent une action sociologique et psychologique autant qu'économique. Il ne faudrait pas toutefois, que nous laissons mener ceux qui peuvent contrecarrer les décisions du ministre de l'Expansion économique régionale et d'autres et que nous nous en remettons au marché. Somme-nous assez stupides pour accepter en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle une solution du XIX<sup>e</sup> siècle dont l'échec a été prouvé tant de fois?

Je répète qu'il y a pas de solution facile. Même dans ces domaines, le marché peut jouer un certain rôle. L'autre jour, je lisais un article de M. Kenneth Boulding, un professeur d'économie qui a étudié à fond la société nord-américaine. Il signalait certains échecs du capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle. Comme nous le savons tous, personne n'a besoin d'être doctrinaire à ce sujet. Personne ne veut du système insensé d'étatisation et de nationalisation absolue, sauf certains mordus de cette idée. Je crains d'autre part que les fervents partisans de la libre entreprise n'aient un peu trop d'influence au sein du présent

### *Les subsides*

gouvernement. Ils veulent aller à l'autre extrême. Ils disent que seule l'entreprise et la propriété privées sont capables de réussir. Il doit bien y avoir une solution entre les deux.

Nous avons un système de gouvernement mixte. C'est un hybride. Appliquons-le à nos régions. Appliquons-le à la région que je représente, le Cap-Breton, ainsi qu'à la région représentée par l'un des anciens orateurs, et en fait à toutes les régions. J'ai eu des entretiens privés avec le ministre. Pour ma part, je trouve ses principes valables. Il sera heureux d'apprendre que je suis d'accord avec lui. Aucun parti ne peut se targuer d'être le seul à se soucier des pauvres et des régions pauvres. Le maudit problème, c'est que trop peu de gens réussissent à se faire entendre. Ils sont souvent rabroués par ceux qui détiennent les leviers de commande à cause des conflits d'intérêt et de la lutte pour le pouvoir. Ils perdent la bataille.

En ce qui concerne les économies régionales, il est temps que tous les députés à la Chambre qui ne sont pas complètement d'accord avec les solutions proposées donnent sans réserve leur appui au programme d'expansion économique régionale afin de voir ce qui peut être accompli. Nous serons et nous pouvons être partisans dans d'autres domaines. Nous ne devons pas nous contenter de parler, mais faire en sorte que les régions et les sous-régions du Canada soient assurées de survivre à l'avenir.

Je le répète. Certains de mes confrères à ma droite, mais pas tous, m'ont dit que si le taux de chômage était de 4 p. 100 aujourd'hui au Québec, il n'y aurait pas plus de 15 p. 100 de séparatistes dans cette province.

**Une voix:** C'est trop simpliste.

**M. Hogan:** Peut-être, mais c'est assez près de la vérité. Nous avons des séparatistes au Cap-Breton. Il y en a dans l'Ouest. Qu'y a-t-il de mal à cela? Toutefois quand les gens se sont fixé un objectif valable et travaillent pour subvenir aux besoins de leur famille, ils ne s'intéressent pas à une telle absurdité.

● (2110)

Dans les années vingt, on disait à mon père qui était mineur dans une houillère que la seule solution pour la population du Cap-Breton était le communisme. Toutefois, le mouvement coopératif était fondé, des coopératives de crédit étaient organisées, et des syndicats établis. Nous savons que le communisme, n'est pas la solution. Comme le ministre le sait peut-être, les marxistes-léninistes sont aux aguets là-bas. Ils surveillent ce qui se passera à l'aciérie de Sydney. Les propos de M. MacDermott, chef du Congrès du travail du Canada, étaient peut-être justes en l'occurrence, je ne le sais pas, mais les députés ne devraient pas se leurrer; il faut bien penser qu'à des endroits comme la région industrielle du Cap-Breton, ces hommes et ces femmes attendent que la situation se dégrade pour tenter de renverser l'ordre établi, et pas de façon pacifique et progressiste. Il ne s'agit pas simplement d'adopter les politiques économiques appropriées et ainsi de suite. Tout le système social est en cause, et sans être paranoïaques, il y a des individus qui sont prêts à l'anéantir et c'est une des raisons pour lesquelles, bien que ce ne soit pas la meilleure, nous devons collaborer et veiller à renforcer ces régions dans un Canada uni.